



URGENCE

LE 21 MARS A MONTPELLIER

POUR LA RECONQUETE INDUSTRIELLE

LA SITUATION DE L'INDUSTRIE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

Les emplois industriels en Languedoc-Roussillon ce sont :

- 67 000 emplois directs,
- 1 emploi industriel = 3 emplois induits,
- donc aujourd'hui ce sont 200 000 personnes qui travaillent à partir de sites industriels en Languedoc-Roussillon.

Depuis près de 40 ans, c'est la primauté à la financiarisation de la gestion des entreprises industrielles qui fragilise l'industrie dans sa capacité à répondre aux besoins économiques et sociaux. Contrairement aux discours patronaux, repris par les gouvernements successifs, qui affirment que ce seraient les salariés et les acquis sociaux qui induiraient le manque de compétitivité des entreprises.

Le résultat du Languedoc-Roussillon est sans appel, 16,2% soit 265 000 personnes sont au chômage et on voit bien que ce sont de grands groupes du CAC 40 qui ont volontairement tenté, au nom de la finance, de faire disparaître l'industrie de notre région, on pourrait citer : Ugine Acier, Alstom, Péchiney, IBM, Sanofi, Schneider, etc., pour ainsi faire du Languedoc-Roussillon un îlot à touristes. Mais le constat est amer, une population qui s'appauvrit et un chômage qui galope. C'est le résultat de la politique du patronat et des gouvernements successifs ! C'est donc le capital qui coûte et pas le travail.

La CGT défend une politique de reconquête industrielle partant de l'existant où les progrès technologiques sont au service du progrès social et de l'environnement pour répondre aux besoins de tous les citoyens. Les femmes et les hommes qui travaillent dans les entreprises industrielles savent comment développer leur activité et leur savoir-faire collectif.

D'ailleurs quelques exemples le démontre tels que :

- **Le besoin de maintenir et développer les lignes SNCF pour les voyageurs, ainsi que pour le Fret répondant au besoin pour l'Usine Arcelor Mittal en Lozère.**
- **Le lien entre routier et SNCF pour désenclaver Alès, le pôle chimique de Salindre et le Port de l'Ardoise.**
- **Le développement des ateliers de Béziers SNCF pour la réparation et la Cameron, etc.**
- **Aude, développer la filière bois, de la récolte à la transformation en matière première, ainsi que le maintien et le développement de l'Usine AREVA sur Narbonne,**
- **Pyrénées Orientales : arrêter le processus de la privatisation du train jaune, qui le cantonnerait au tourisme et à la rentabilité financière.**

Le patronat et le gouvernement tentent d'opposer vieille et nouvelle industrie, mais vouloir développer une industrie du futur tout en laissant fermer les sites industriels les uns après les autres est une illusion. Il faut investir pour moderniser les usines, moderniser les parcs d'équipement, anticiper les mutations technologiques qui ne doivent pas supprimer des emplois mais les transformer. Pour cela nous devons augmenter la qualification en étant exigeants sur la formation initiale et continue, en particulier dans la formation professionnelle, notamment par l'ouverture et la réouverture de classes dans les lycées professionnels pour répondre aux besoins de formations de la jeunesse. Le numérique doit servir au progrès social et ne pas être un outil au service du capital.

La CGT a pour cela des propositions à mettre en débat :

1. Arrêter l'hémorragie des fermetures de sites industriels, sacrifiant des emplois, des savoir-faire et la maîtrise technologique.
2. Développer des secteurs industriels qui répondent aux besoins de l'intérêt général.
3. Pas de reconquête industrielle sans salariés. Le travail a besoin d'être revalorisé et le travailleur d'être au cœur des choix de société et d'une stratégie de développement répondant aux enjeux économiques sociaux et environnementaux.
4. Prioriser le développement de l'industrie suppose des services publics de qualité en matière d'éducation, de santé, de formation, de transports, de communication, d'énergie et de maîtrise de la recherche. Le développement et l'investissement dans la recherche publique est nécessaire. Ce service public doit s'appuyer sur un appareil productif et des bases industrielles capables de produire des biens et des équipements répondant aux besoins des populations.

C'est pourquoi le Comité Régional CGT Languedoc-Roussillon appelle à un rassemblement à partir de 9h rue Vendémiaire (Fac Richter), à l'occasion de la réunion du Conseil Economique et Social Régional, suivi d'un casse-croûte revendicatif devant le Conseil Régional.

Une rencontre a été demandée à Mme Carole DELGA, Présidente de la région OCCITANIE.

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite : prendre contact me syndiquer

NOM : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Age : Profession :

Situation (salarié, demandeur d'emploi, retraité, salarié/étudiant) :

Entreprise (nom et adresse) :



Bulletin à renvoyer au Comité Régional CGT – Maison des Syndicats –
474 allée Henri II de Montmorency — 34000 MONTPELLIER -
☎ 04.67.15.91.74. – languedoc-roussillon@cgt.fr